ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

'Αθήναις τῇ 31 'Οκτωβρίου 1946 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | 'Αριθμὸς φύλλου 328

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 184.

κυρώσεως τῆς ἐν Λονδίνῳ ὑπογραφείσης τῇ 16ῃ Νοεμβρίου 1945 Τελικῆς Πράξεως τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἵδρυσιν Ἐκπαιδευτικοῦ, Μορφωτικοῦ καὶ Ἐπιστημονικοῦ Ὀργανισμοῦ.

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Β'

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΙΒ' τῆς 3 'Οκτωβρίου 1946 Γ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» μετ' ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Λονδίνῳ ὑπογραφεῖσα, τῇ 16ῃ Νοεμβρίου 1945, Τελικὴ Πρᾶξις τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, περὶ ἱδρύσεως Ἐκπαιδευτικοῦ, Μορφωτικοῦ καὶ Ἐπιστημονικοῦ Ὀργανισμοῦ. Τὸ κείμενον τῆς Τελικῆς Πράξεως ἕπεται ἐν συνεχείᾳ τῷ παρόντι, Γαλλιστὶ καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ἡ ἰσχὺς τῆς Τελικῆς Πράξεως ταύτης ἀρχεται ἀπὸ τῆς 16ης Νοεμβρίου 1945.

Εἰς τὸ Ἡμέτερον Ὑπουργικὸν Συμβούλιον ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

'Εν 'Αθήναις τῇ 31 'Οκτωβρίου 1946.

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Β'

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

'Ο Πρόεδρος

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Τὰ Μέλη

Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, Σ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Σ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ, Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Δ. ΠΕΡΡΩΤΗΣ, Λ. ΚΑΛΑΝΤΖΑΚΟΣ, Γ. ΛΑΖΑΝΑΣ, Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΛΑΤΣΗΣ ΜΑΥΡΟΚΟΡΔΑΤΟΣ, Μ. ΑΙΛΙΑΝΟΣ, Α. ΑΝΤΩΝΟΠΟΥΛΟΣ, Λ. ΕΥΤΑΞΙΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 31 'Οκτωβρίου 1946.

'Ο ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

ΠΑΝ. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ

-final de la Conférence chargée de constituer une rganisation des Nations Unies pour l'Education, Science et la Culture.

'a Conférence chargée de constituer une Organisades Nations Unies pour l'Education, la Science et la ure a été convoquée par le Gouvernement du Royaumi conjointement avec le Gouvernement français nvitations ont été envoyées à la suite d'une remandation de la Conférence de San-Francisco et demande de la Conférence des Ministres Alliés de cation, en vue de réaliser les fins énoncées à l'artiparagraphe 3, de la Charte de l'Organisation des ns Unies. La Conférence s'est réunie à Londres du u 16 novembre 1945.

es Gouvernements des pays ci-après étaient reités à la Conférence par des délégués et conseillers:

Unis d'Amé-	El Salvador.	Norvège
ue du Nord.	France	Nouvelle-Zélande
lique Argen-	Royaume-Uni de la G. Bretagne et de l'Irlande du Nord.	Panama.
		Pays-Bas
		Pérou.
		Philippines.
	Grèce.	Pologne.
	Guatémala.	Arabie Saoudite
	Haïti.	Union Sud-Africaine.
	Inde.	Syrie.
	Irak	Tchécoslovaquie.
	Iran	Turquie.
	Libéria.	Vénézuéla (représenté par un observateur)
	Luxembourg.	Yougoslavie.
	Mexique.	
	Nicaragua.	

Les Organisations internationales suivantes étaient également représentées à la Conférence par des observateurs:

Organisation internationale du Travail.

Secrétariat de la Société des Nations.

Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Institut international de coopération intellectuelle.

Union pan-américaine.

U.N.R.R.A.

Bureau international de l'Education.

La Conférence avait été saisie d'un projet de statut préparé par la Conférence des Ministres Alliés de l'Education et l'a adopté comme base de discussion. Elle était également saisie d'un projet présenté par le Gouvernement français. Un certain nombre de propositions émanant d'autres Gouvernements et de diverses institutions et organisations ont en outre été soumises à la Conférence.

Apres avoir étudié ces projets et propositions, la Conférence a établi une convention créant l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture ainsi qu'un Arrangement provisioire instituant une Commission préparatoire pour l'Education, la Sci-

La Conférence a également adopté la résolution suivante:

»Le siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture est établi à Paris.

»Cette résolution n'affecte en aucune façon le pouvoir de la Conférence Générale de décider en cette matière, à la majorité des deux tiers.»

En foi de quoi, les soussignés ont signé l'Acte final.

Fait à Londres, le seizième jour de novembre 1945, en un seul exemplaire dont les textes anglais et français feront également foi. Cet exemplaire sera déposé aux Archives du Gouvernement du Royaume-Uni, qui en communiquera des copies certifiées conformes aux Gouvernements de toutes les Nations Unies.

Convention créant une organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les Gouvernements des Etats parties à la présente Convention, au nom de leurs peuples, déclarent:

que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix

que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre;

que la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes;

que, la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance;

qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des Gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.

Pour ces motifs, les Etats signataires de cette Convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples, en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives.

En conséquence, ils créent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture afin d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, lesbuts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée, et que sa Charte proclame.

Article I.

Buts et Fonctions.

1. L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples.

2. A ces fins, l'Organisation:

(a) favorise la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes d'information des masses; elle recommande à cet effet tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées, par le mot et l'image;

(b) imprime une impulsion vigoureuse à l'éducat populaire et à la diffusion dela culture:

En collaborant avec les Etats Mem bres qu désirent pour les aider à développer leur action éd trice;

En instituant la collaboration des nations afin réaliser graduellement l'idéal d'une chance égale d'éd tion pour tous, sans distinction de race, de sexe ui d' cune condition économique on sociale;

En suggérant des méthodes d'éducation convebel pour préparer les enfants du monde entier ux r ponsabilités de l'homme libre;

(c) aide au maintien, à l'avancement et à la di sion du savoir:

En veillant à la conservation et protection du trimoine universel de livres, d'oeuvres d'art et d'au monuments d'intérêt historique ou scientifique, et recommandant aux peuples intéressés des conventi internationales à cet effet;

En encourageant la coopération entre nations d ioutes les branches de l'activité intellectuelle, l'écha nternational de représentants de l'éducation, de cience et de la culture ainsi que celui de publicatio sd'oeuvres d'art, de matériel de laboratoire et de t tdocumentation utile,

En facilitant par des méthodes de coopération in nationale appropriées l'accès de tous les peuples à que chacun d'eux publie.

3. Soucieuse d'assurer aux Etats Membres de présente Organisation l'indépendance, l'intégrité et féconde diversité de leurs cultures et de leurs systè d'éducation, l'Organisation s'interdit d'intervenir aucune matière relevant essentiellement de leur diction intérieure.

Article II.

Membres.

1. Les Etats Membres de l'Organisation des Nati Unies possèdent le droit de faire partie de l'Organisat des Nations Unies pour l'Education, la Science et Culture.

2. Sous réserve des termes de l'accord à interve entre la présente Organisation et l'Organisation Nations Unies, approuvé conformément à l'Article de la présente Convention, les Etats non membres l'Organisation des Nations Unies peuvent être ad comme membres de l'Organisation sur recommandat du Conseil Exécutif, par la Conférence Générale vot à la majorité des deux tiers.

3. Les Etats Membres de l'Organisation suspen de l'exercice de leurs droits et privilèges de membres l'Organisation des Nations Unies seront sur la dema de cette dernière suspendus des droits et privilèges in rents à la qualité de membre.

4. Les Etats Membres de l'Organisation cess ipso facto d'en être membres s'ils sont exclus de l'Or nisation des Nations Unies.

Article III.

Organes.

L'Organisation comprend une Conférence génér un Conseil exécutif et un Secretariat.

Article IV.

La Conférence générale.

A.—Composition.

1. La Conférence générale se compose des re sentants des Etats Membres de l'Organisation. Le G vernement de chaque Etat Membre nomme au plus c représentants choisis après consultation avec le Con National, s'il en existe, ou avec les institutions et or éducatifs, scientifiques et culturels.

B.—Fonctions.

2. La Conférence générale détermine l'orientat

a ligne de conduite générale de l'Organisation. Elle prononce sur les programmes établis par le Conseil cutif.

3. La Conférence générale convoque, s'il y a lieu, conférences internationales sur l'éducation, les scien- les humanités et la diffusion du savoir.

4. Quand elle se prononce pour l'adoption de pro- à soumettre aux Etats Membres, la Conférence érale doit distinguer entre les recommandations aux ts Membres et les conventions internationales à ifier par les Etats Membres. Dans le premier cas, la jorité simple suffit; dans le second, une majorité deux tiers est requise. Chacun des Etats Membres mettra les recommandations ou conventions aux orités nationales compétentes dans le délai d'un an partir de la clôture de la session de la Conférence érale au cours de laquelle elles auront été adoptées.

5. La Conférence générale conseille l'Organisation Nations Unies sur les aspects éducatifs, scientifiques ulturels des questions intéressant les Nations Unies, s les conditions et suivant la procédure qui auront adoptées par les autorités compétentes des deux anisations.

6. La Conférence générale reçoit et examine les rap- ts qui lui sont soumis périodiquement par les Etats mbres, conformément à l'Article VIII.

7. La Conférence générale élit les membres du seil exécutif; elle nomme le Directeur Général sur sentation du Conseil exécutif.

-Vote.

8. Chaque Etat Membre dispose d'une voix à la férence générale. Les décisions sont prises à la majo- simple, sauf dans les cas où les dispositions de la sente Convention exigent une majorité des deux tiers. majorité, il faut entendre la majorité des membres sents et votant.

-Procédure.

9. La Conférence générale se réunit chaque année ssion ordinaire; elle peut se réunir en session ex- linaire sur convocation du Conseil exécutif. Au s de chaque session la Conférence fixe le siège de la ion suivante; ce siège change chaque année

10. La Conférence générale, à chaque session, élit président et son bureau et adopte son règlement érieur.

11. La Conférence générale crée les commissions t spéciales que techniques et autres organismes subsi- ires qui peuvent être nécessaires à l'exécution de sa he.

12. Des dispositions seront prises pour que le public sse assister aux délibérations, sous réserve des dis- sitions du règlement intérieur.

Observateurs.

13. La Conférence générale, votant à la majorité des ux tiers, sur la recommandation du Conseil exécutif, sous réserve du règlement intérieur, peut inviter mme observateurs à des sessions déterminées de la nférence ou de ses commissions, des représentants rganisations internationales, notamment de celles i sont visées à l'Article XI, paragraphe 4.

Article V.

Conseil exécutif.

Composition.

1. Le Conseil exécutif est composé de dix-huit mbres élus par la Conférence générale parmi les délé- és nommés par les Etats Membres ainsi que du Prési- t de la Conférence qui siège ès-qualité avec voix nsultative.

2. En procédant à l'élection des mem bres du Con- exécutif, la Conférence générale s'efforcera d'y faire rer des personnalités compétentes dans le domaine s arts, des lettres, des sciences, de l'éducation et de la ffusion de la pensée, et ayant l'expérience et la com- ence nécessaires pour remplir les fonctions adminis- tratives et exécutives qui incombent au Conseil. Elle tiendra compte également de la diversité des cultures at d'une répartition géographique équitable. Il ne pourra jamais y avoir en même temps au Conseil exécutif plus d'un ressortissant d'un même Etat Membre, le Président de la Conférence n'entrant pas en compte.

3. Les membres élus du Conseil exécutif conservent leurs fonctions pendant une durée de trois ans; ils sont immédiatement rééligibles pour un second mandat, mais ils ne peuvent siéger plus de deux termes consécutifs. A la première élection, dix-huit membres seront élus parmi lesquels un tiers se retirera à l'expiration de la première année de mandat et un tiers à l'expiration de la deuxième, l'ordre de sortie étant déterminé par tirage au sort immédiatement après l'élection. Par la suite, six membres seront élus chaque année.

4. En cas de décès ou de démission d'un des membres le Conseil exécutif désigne parmi les délégués de l'Etat Membre intéressé, un suppléant qui siégera jusqu'à la plus prochaine session de la Conférence générale, laquelle élira un titulaire pour la portion du mandat restant à courir.

B.—Fonctions.

5. Le Conseil exécutif, agissant sous l'autorité de la Conférence générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par la Conférence. Il prépare l'ordre du jour des réunions de la Conférence et le programme de travail qui est soumis à celle-ci.

6. Le Conseil exécutif recommande à la Conférence générale l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation.

7. Sous réserve des décisions de la Conférence générale, le Conseil exécutif établit son règlement intérieur. Il élit, parmi ses membres, son bureau.

8. Le Conseil exécutif se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an; il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président à l'initiative de celui-ci, ou à la demande de six membres du Conseil.

9. Le Président du Conseil exécutif présente à la Conférence générale, avec ou sans commentaires, le rapport annuel du Directeur Général sur l'activité de l'Organisation, préalablement soumis au Conseil.

10. Le Conseil exécutif prend toutes dispositions utiles pour consulter les représentants des organismes internationaux ou les personnalités qualifiées qui s'occupent de questions relevant de sa compétence.

11. Les membres du Conseil exécutif exercent les pouvoirs qui leur sont délégués par la Conférence générale, au nom de la Conférence tout entière et non comme représentants de leurs Gouvernements respectifs.

Article VI.

Secrétariat

1. Le Secrétariat se compose d'un Directeur Général et du personnel reconnu nécessaire.

2. Le Directeur Général est proposé par le Conseil exécutif et nommé par la Conférence générale pour une période de six ans, aux conditions qui seront approuvées par la Conférence. Sa nomination est renouvelable. Le Directeur Général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation.

3. Le Directeur Général ou, à son défaut, le remplaçant qu'il aura désigné, prend part, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Conférence générale, du Conseil exécutif et des commissions de l'Organisation. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par la Conférence et le Conseil.

4. Le Directeur Général nomme le personnel du Secrétariat conformément au statut du personnel, qui devra être soumis à l'approbation de la Conférence générale. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible.

5. Les responsabilités du Directeur Général et du personnel ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne demanderont ni ne recevront d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation Ils s'abstiendront de tout acte de nature à compromettre leur situation de fonctionnaires internationaux. Tous les Etats Membres de l'Organisation s'engagent à respecter le caractère international des fonctions du Directeur Général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leur tâche.

6. Aucune des dispositions de cet article ne saurait empêcher l'Organisation de passer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des accords spéciaux pour la constitution de services communs et le recrutement de personnel commun ainsi que pour l'échange de personnel.

Article VII.

Comités nationaux de coopération.

1. Chaque Etat Membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmesd 'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une Commission nationale où seront représentés le Gouvernement et ces différents groupes.

2. Dans les pays où il en existe les Commissions nationales ou les organismes nationaux de coopération remplissent un rôle consultatif auprès de leur Délégation nationale à la Conférence générale et auprès de leur Gouvernement pour tous les problèmes se rapportant à l'Organisation. Ils jouent le rôle d'organe de liaison pour toutes les questions qui intéressent l'Organisation.

3. Sur la demande d'un Etat Membre, l'Organisation peut déléguer, à titre temporaire ou permanent auprès de la Commission national ede cet Etat, un membre de son Secrétariat pour collaborer aux travaux de cette Commission.

Article VIII.

Présentation de rapports par les Etats Membres.

Chaque Etat Membre adresse à l'Organisation un rapport périodique, sous la forme que déterminera la Conférence générale, sur les lois, règlements et statistiques relatifs à ses institutions et à son activité dans l'ordre de l'éducation, de la science et de la culture ainsi que sur la suite donnée aux recommandations et conventions visées à l'Article IV, paragraphe 4.

Article IX.

Budget.

1. Le budget est administré par l'Organisation.

2. La Conférence générale approuve définitivement le budget et fixe la participation financière de chacun des Etats Membres, sous réserve des dispositions qui pourront être prévues en cette matière par la convention conclue avec l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article X de la présente Convention.

3. Le Directeur Général peut, avec l'approbation du Conseil exécutif, recevoir directement tous dons, legs et subventions provenant de Gouvernements, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers.

Article X.

Relations avec l'Organisation des Nations Unies.

L'Organisation sera reliée, dès que possible, à l'Organisation des Nations Unies. Elle en constituera l'une des institutions spécialisées prévues à l'article 57 de la Charte des Nations Unies. Ces relations seront l'objet d'un accord avec l'Organisation des Nations Unies conformément aux dispositions de l'Article 63 de la Charte. Cet accord sera soumis pour approbation, à la Conférence générale de la présente Organisation. Il devra fournir les moyens d'établir une coopération effective entre les deux organisations, dans la poursuite de leurs fins communes. Il consacrera en même temps l'autonomie de l'Organisation dans le domaine de sa compét particulière, tel qu'il est défini dans la présente vention. Cet accord pourra notamment contenir t dispositions concernant l'approbation du budget financement de l'Organisation par l'Assemblée gén des Nations Unies.

Article XI.

Relations avec d'autres organisations et institu internationales spécialisées.

1. L'Organisation peut coopérer avec d'autres nisations et institutions intergouvernementales spé sées, dont les tâches et activités sont en harmonie les siennes. A cet effet, le Directeur Général peut, la haute autorité du Conseil exécutif, établir des ralat effectives avec ces organisations et institutions et c tituer les commissions mixtes jugées nécess pour assurer une coopération efficace. Tout ac passé avec ces organisations ou institutions spéciali sera soumis à l'approbation du Conseil exécutif.

2. Toutes les fois que la Conférence générale et autorités compétentes de toute autre organisation institution intergouvernementale spécialisée p suivant des activités et des objectifs analogues juge souhaitable de transférer à l'Organisation les ressou et fonctions de ladite organisation ou institution Directeur Général pourra, sous réserve de l'approba de la Conférence, conclure, à la satisfaction des parties, les accords nécessaires.

3. L'Organisations peut, d'un commun accord a d'autres organisations intergouvernementales, pren des dispositions appropriées pour s'assurer une repré tation à leurs réunions respectives.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'Edu tion, le Science et la Culture peut prendre toutes positiohs utiles pour faciliter les consultations et a rer la coopération avec les organisations internati les privées s'occupant de questions qui entrent dans domaine. Elle peut les inviter à entreprendre certai tâches déterminées rentrant dans leur compéte Cette coopération peut également prendre la forme d participation appropriée de représentants desdites ganisations aux travaux de comités consultatifs c par la Conférence générale.

Article XII.

Statut juridique de l'Organisation.

Les dispositions des Articles 104 et 105 de la Ch de l'Organisation des Nations Unies relatives au sta juridique de cette Organisation, à ses privilèges immunités, s'appliquent également à la présente or nisation.

Article XIII.

Amendements.

1. Les projets d'amendements à la présente Conv tion prendront effet lorsqu'ils auront été adoptés a Conférence générale à la majorité des deux t néanmoins, les amendements entrainant des mod cations fondamentales dans les buts de l'Organisat ou des obligations nouvelles pour les Etats Membr devront être acceptés par les deux tiers des Etats Me bres avant d'entrer en vigueur. Le texte des pro d'amendements sera communiqué aux Etats Memb par le Directeur Général six mois au moins avant d'ê soumis à l'examen de la Conférence générale.

2. La Conférence générale aura pouvoir d'adop à la majorité des deux tiers un règlement en vue d application des dispositions du présent article.

Article XIV.

Interprétation.

1. Les textes anglais et français de la présente C vention font également foi.

2. Toutes questions et tous différends relatifs l'interprétation de la présente Convention seront s mis pour décision à la Cour Internationale de Just ou à un tribunal arbitral, selon ce que décidera la Cor

ence générale conformément à son règlement intérieur

Article XV.

Entrée en vigueur.

1. La présente Convention sera soumise à acceptation. Les intruments d'acceptation seront déposés après du Gouvernement du Royaume-Uni.

2. La présente Convention sera déposée dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni où elle restera ouverte à la signature. Les signatures pourront être apposées avant ou après le dépôt des instruments d'acceptation. L'acceptation ne sera valable que si elle est précédée ou suivie d'une signature.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsqu'elle aura été acceptée par vingt de ses signataires. Les acceptations ultérieures prendront effet immédiatement.

4. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies la réception de tous les instruments d'acceptation et la date à laquelle la Covention entrera en vigueur conformément au paragraphe précédent.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Fait à Londres, le seize novembre 1945 en un seul exemplaire dans les langues anglaise et française. Des copies dûment certifiées conformes seront remises par le Gouvernement du Royaume-Uni aux Gouvernements de tous les Etats membres des Nations Unies.

Τελική πράξις τῆς Συνδιασκέψεως διὰ τὴν ἵδρυσιν Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἡ Συνδιάσκεψις διὰ τὴν ἵδρυσιν Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν συνεκλήθη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου ὁμοῦ μετὰ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως. Αἱ προσκλήσεις ἀπεστάλησαν κατόπιν συστάσεως τῆς Συνδιασκέψεως τοῦ Ἁγίου Φραγκίσκου καὶ τῇ αἰτήσει τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Συμμάχων Ὑπουργῶν τῆς Παιδείας, πρὸς πραγματοποίησιν τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Χάρτου τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναφερομένων σκοπῶν. Ἡ Διάσκεψις συνῆλθεν ἐν Λονδίνῳ ἀπὸ τῆς 1ης μέχρι τῆς 16ης Νοεμβρίου 1945.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κάτωθι χωρῶν ἀντεπροσωπεύοντο εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν δι' ἀντιπροσώπων καὶ συμβούλων :

Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Βορ. Ἀμερικῆς, Δημοκρατία τῆς Ἀργεντινῆς, Αὐστραλία, Βέλγιον, Βολιβία, Βραζιλία, Καναδᾶς, Χιλή, Κίνα, Κολομβία, Κούβα, Δανία, Δομινικανὴ Δημοκρατία, Ἰσημερινός, Αἴγυπτος, Σαλβαδώρ, Γαλλία, Ἡνωμένον Βασίλειον Μ. Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας, Ἑλλάς, Γουατεμάλα, Ἀϊτή, Ἰνδίαι, Ἰράκ, Ἰράν, Λίβανος, Λιβερία, Λουξεμβοῦργον, Μεξικό, Νικαράγουα, Νορβηγία, Νέα Ζηλανδία, Παναμᾶς, Κάτω Χῶραι, Περοῦ, Φιλιππίναι, Πολωνία, Σουηδικὴ Ἀραβία, Νοτιοαφρικανικὴ Ἕνωσις, Συρία, Τσεχοσλοβακία, Τουρκία, Οὐρουγουάη, Βενεζουέλα (ἀντιπροσωπευθεῖσα ὑπὸ παρατηρητῶν), Γιουγκοσλαυία.

Αἱ κάτωθι διεθνεῖς ὀργανώσεις ἀντεπροσωπεύθησαν ἐπίσης εἰς τὴν Διάσκεψιν διὰ παρατηρητῶν :

Διεθνὴς Ὀργάνωσις Ἐργασίας.

Γραμματεία τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν.

Ἐπιτροπὴ Πνευματικῆς Συνεργασίας τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν.

Διεθνὲς Ἰνστιτοῦτον Πνευματικῆς Συνεργασίας.

Παν-Ἀμερικανικὴ Ἕνωσις.

U. N. R. A.

Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐκπαιδεύσεως.

Ἡ Συνδιάσκεψις εἶχεν ἐπιληφθῇ ἑνὸς σχεδίου καταστατικοῦ ὑποβληθέντος ὑπὸ τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Συμμάχων Ὑπουργῶν τῆς Παιδείας καὶ υἱοθέτησε τοῦτο ὡς βάσιν συζητήσεως. Εἶχεν ἐπίσης ἐπιληφθῇ ἑνὸς σχεδίου ὑποβληθέντος ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως. Ἐξ ἄλλου, ἀριθμός τις προτάσεων προερχομένων ἐκ μέρους ἄλλων Κυβερνήσεων καὶ ἐκ διαφόρων ἱδρυμάτων καὶ ὀργανώσεων, ὑπεβλήθη εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν.

Κατόπιν μελέτης τῶν ἀνωτέρω σχεδίων καὶ προτάσεων, ἡ Συνδιάσκεψις ἐξεπόνησε Σύμβασιν ἱδρύουσαν τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, καθὼς καὶ προσωρινὴν Συμφωνίαν διὰ τὴν δημιουργίαν προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἡ Συνδιάσκεψις ἀπεδέχθη ἐπίσης τὴν ἀκόλουθον ἀπόφασιν:

«Ἕδρα τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν ὁρίζονται οἱ Παρίσιοι.

Ἡ ἀπόφασις αὕτη ἐφ' ὅσον ἐπηρεάζει τὴν σύγκρισιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ν' ἀποφασίζῃ ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μὲ πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων».

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι ὑπέγραψαν τὴν Τελικὴν Πρᾶξιν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ, τὴν δεκάτην ἕκτην Νοεμβρίου 1945, εἰς ἓν ἀντίτυπον οὗ τὸ ἀγγλικὸν κείμενον καὶ τὸ γαλλικὸν τοιοῦτον ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ κατατεθῇ ἐν τοῖς Ἀρχείοις τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, ἥτις θέλει ἀποστείλῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα τούτου εἰς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Σύμβασις δημιουργοῦσα ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν μόρφωσιν.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν μετεχόντων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κρατῶν, ἐν ὀνόματι τῶν λαῶν αὐτῶν δηλοῦσιν :

Ὅτι, τῶν πολέμων δημιουργουμένων ἐν τῷ πνεύματι τῶν ἀνθρώπων, ἐν τῷ πνεύματι τῶν ἀνθρώπων δέον ὡσαύτως νὰ ὑψωθῇ ἡ ἄμυνα τῆς Εἰρήνης.

Ὅτι ἡ μὴ ἀμοιβαία τῶν λαῶν κατανόησις ὑπῆρξε πάντοτε κατὰ τὸν ροῦν τῆς ἱστορίας, ἡ πηγὴ τῆς ὑποψίας καὶ τῆς δυσπιστίας μεταξὺ τῶν ἐθνῶν, διὰ τῆς ὁποίας, αἱ διαφωνίαι αὐτῶν, πολὺ συχνά, μετετράπησαν καὶ κατέληξαν εἰς πόλεμον.

Ὅτι ὁ μόλις λήξας μέγας καὶ τρομερὸς πόλεμος κατέστη δυνατός, διὰ τῆς ἀπαρνήσεως τοῦ δημοκρατικοῦ ἰδεώδους τῆς ἀξιοπρεπείας, ἰσότητος καὶ τοῦ σεβασμοῦ τῆς ἀνθρωπίνης προσωπικότητος καὶ διὰ τῆς θελήσεως ὑποκαταστάσεως αὐτῆς ὑπὸ τοῦ δόγματος τῆς ἀνισότητος τῶν φυλῶν καὶ τῶν ἀνθρώπων, διὰ τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῆς ἀμαθείας καὶ προλήψεως.

Ὅτι ἡ ἀξιοπρέπεια τοῦ ἀνθρώπου, ἀπαιτοῦσα τὴν διάδοσιν τῆς μορφώσεως καὶ τῆς ἐκπαιδεύσεως εἰς ὅλους, ἐν ὄψει τῆς δικαιοσύνης, τῆς ἐλευθερίας καὶ τῆς Εἰρήνης, ἐπιβάλλει, δι' ἅπαντα τὰ Ἔθνη, τὴν ἐκπλήρωσιν ἱερῶν ὑποχρεώσεων, ἐν πνεύματι ἀμοιβαίας βοηθείας.

Ὅτι Εἰρήνη βασιζομένη ἐπὶ μόνων τῶν οἰκονομικῶν καὶ πολιτικῶν συμφώνων τῶν Κυβερνήσεων, δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἐπιφέρῃ τὴν ὁμόρρυθμον διαρκῆ καὶ εἰλικρινῆ συναίνεσιν τῶν λαῶν καὶ ὅτι, κατὰ συνέπειαν, ἡ Εἰρήνη αὕτη δέον νὰ ἐδραιωθῇ ἐπὶ τῆς βάσεως τῆς διανοητικῆς καὶ ἠθικῆς τῆς ἀνθρωπότητος ἀλληλεγγύης.

Διὰ ταῦτα

Τὰ ὑπογράψαντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κράτη σκοποῦντα νὰ ἐξασφαλίσωσι δι' ὅλους, πλήρως καὶ ἐξ ἴσου προσιτὰς τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐλευθέραν ἐπιδίωξιν τῆς ἀντικειμενικῆς ἀληθείας καὶ τὴν ἐλευθέραν ἀνταλλαγὴν τῶν ἰδεῶν καὶ γνώσεων, ἀποφασίζωσι νὰ ἀναπτύξωσι καὶ ἐνισχύσωσι τὰς μεταξὺ τῶν λαῶν αὐτῶν σχέσεις, πρὸς τὸν σκοπὸν καλλιτέρας ἀμοιβαίας κατανοήσεως καὶ ἀποκτήσεως ἀκριβεστέρας γνώσεως τῶν οἰκείων αὐτῶν ἠθῶν καὶ ἐθίμων.

Κατὰ συνέπειαν, ἱδρύουσι, διὰ τῆς παρούσης, τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, πρὸς βαθμιαίαν ἐπίτευξιν, διὰ τῆς συμπράξεως τῶν Ἐθνῶν τοῦ κόσμου, ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ἐκπαιδεύσεως, τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς μορφώσεως, τῶν σκοπῶν τῆς Διεθνοῦς Εἰρήνης καὶ κοινῆς τῆς Ἀνθρωπότητος Εὐημερίας, ἐν ὄψει τῶν ὁποίων ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐ-

θνῶν συνεστήθη καὶ τοὺς ὁποίους ὁ Καταστατικὸς αὐτῆς Χάρτης προκηρύττει.

Ἄρθρον 1.

Σκοπὸς καὶ λειτουργία.

1. Ἡ Ὀργάνωσις σκοπεῖ νὰ συμβάλλῃ εἰς τὴν διατήρησιν τῆς Εἰρήνης καὶ τῆς Ἀσφαλείας, διὰ τῆς συσφίγξεως τῆς μεταξὺ τῶν ἐθνῶν συμπράξεως, διὰ τῆς ἐκπαιδεύσεως, τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς μορφώσεως, πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ γενικοῦ σεβασμοῦ τῆς δικαιοσύνης τοῦ νόμου, τῶν δικαίων τοῦ ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν δι' ὅλους ἐλευθεριῶν, ἄνευ διακρίσεως φυλῆς,, φύλου, γλώσσης καὶ θρησκείας, τὰ ὁποῖα ὁ Καταστατικὸς Χάρτης τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναγνωρίζει εἰς ὅλους τοὺς λαούς.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἡ Ὀργάνωσις :

(α) Διευκολύνει τὴν γνωριμίαν καὶ τὴν ἀμοιβαίαν κατανόησιν τῶν ἐθνῶν, παρέχουσα τὴν συνδρομὴν αὐτῆς εἰς τὰ ὄργανα πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν μαζῶν, διὰ τῆς συστάσεως, πρὸς τοῦτο, συνάψεως τοιούτων διεθνῶν συμφώνων, τὰ ὁποῖα κρίνει ὠφέλιμα, πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐλευθέρας κυκλοφορίας τῶν ἰδεῶν, διὰ τοῦ λόγου καὶ τῶν συμβόλων.

(β) Διατυποῖ ἔντονον προώθησιν εἰς τὴν λαϊκὴν ἐκπαίδευσιν καὶ εἰς τὴν διάδοσιν τῆς μορφώσεως συμπράττουσα μετὰ τῶν ἐπιθυμούντων τοῦτο Κρατῶν Μελῶν, πρὸς παροχὴν εἰς αὐτὰ βοηθείας, διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἐκπαιδευτικῆς αὐτῶν δράσεως.

Καταρτίζουσα τὴν συνεργασίαν τῶν ἐθνῶν, πρὸς βαθμιαίαν πραγματοποίησιν τοῦ ἰδεώδους ἴσης πρὸς ὅλους μοίρας ἐκπαιδεύσεως, ἄνευ διακρίσεως φυλῆς, φύλου καὶ οἰκονομικῆς ἢ κοινωνικῆς καταστάσεως.

Ὑποδεικνύουσα τὰς καταλλήλους ἐκπαιδευτικὰς μεθόδους, πρὸς προπαρασκευὴν τῶν παιδίων ὁλοκλήρου τοῦ κόσμου, διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν εὐθυνῶν τοῦ ἐλευθέρου ἀνθρώπου.

(γ) Βοηθεῖ εἰς τὴν διατήρησιν, τὴν πρόοδον καὶ τὴν διάδοσιν τῆς παιδείας :

Μεριμνῶσα διὰ τὴν συντήρισιν καὶ προστασίαν τῆς παγκοσμίου παρακαταθήκης βιβλίων, ἔργων τέχνης καὶ ἄλλων μνημείων ἱστορικοῦ ἢ ἐπιστημονικοῦ ἐνδιαφέροντος καὶ συνιστῶσα εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους λαοὺς διεθνεῖς πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συμβάσεις.

Ἐνθαρρύνουσα τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἐθνῶν, εἰς ὅλους τοὺς κλάδους τῆς διανοητικῆς δράσεως, τὴν διεθνῆ ἀνταλλαγὴν ἐκπροσώπων τῆς ἐκπαιδεύσεως τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς μορφώσεως, ὡς καὶ τὴν ἀνταλλαγὴν δημοσιευμάτων, ἔργων τέχνης, ὑλικοῦ ἐργαστηρίου χημικοῦ καὶ πειραματικοῦ καὶ πάσης ὠφελίμου ἀποδεικτικῆς δι' ἐγγράφων ἐργασίας.

Διευκολύνουσα, διὰ καταλλήλων μεθόδων διεθνοῦς συνεργασίας, τὸ ἐφικτὸν δι' ὅλους τοὺς λαοὺς δημοσιευμάτων ἐκ μέρους ἑκάστου ἐξ αὐτῶν.

3. Περίφρονττις, ὅπως ἐξασφαλίσῃ, διὰ τὰ Κράτη - Μέλη τῆς παρούσης Ὀργανώσεως, τὴν ἀνεξαρτησίαν, τὴν ἀκεραιότητα καὶ τὴν ἄφθονον διαφορὰν τῆς μορφώσεως αὐτῶν καὶ τῶν συστημάτων ἐκπαιδεύσεως, ἡ Ὀργάνωσις ἀρνεῖται νὰ παρεμβαίνῃ εἰς ζητήματα σχετιζόμενα οὐσιαστικῶς μὲ τὴν ἐσωτερικὴν αὐτὴν δικαιοδοσίαν.

Ἄρθρον 2.

Μέλη.

1. Τὰ Κράτη - Μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ συμμετέχουν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ὅρων τοῦ συμφώνου, πρὸς σύναψιν μεταξὺ τῆς παρούσης Ὀργανώσεως καὶ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἐγκρινομένου, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10ον τῆς παρούσης συμβάσεως τὰ Κράτη, μὴ μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, δύνανται νὰ γίνωσι δεκτά, ὡς μέλη τῆς Ὀργανώσεως, τῇ συστάσει τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως (Διασκέψεως), διὰ πλειονοψηφίας τῶν δύο τρίτων.

3. Τὰ Κράτη—Μέλη τῆς Ὀργανώσεως, ἀναστελλόμενα ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν δικαιωμάτων καὶ προνομίων αὐτῶν ὡς μελῶν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναστέλλονται, τῇ αἰτήσει τῆς τελευταίας ταύτης, ἐν τῇ ἀσκήσει καὶ τῶν δικαιμάτων καὶ προνομίων συναφῶν τῆς ἰδιότητος μέλους.

4. Τὰ Κράτη, Μέλη τῆς Ὀργανώσεως, παύουν αὐτοθιως τοῦ νὰ εἶναι μέλη, ἐὰν ἔχωσιν ἀποκλεισθῇ τῆς Ὀργσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 3.

Ὄργανα.

Ἡ Ὀργάνωσις περιλαμβάνει γενικὴν Διάσκεψιν, ἐκτστικὸν Συμβούλιον καὶ Γραμματείαν.

Ἄρθρον 4.

Ἡ γενικὴ Διάσκεψις.

Α'. Συνθεσις.

1. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις ἀποτελεῖται ἐκ τῶν Ἀντιπρσπων τῶν Κρατῶν—Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως. Ἡ Κυβέρνησ ἑκάστου Κράτους—Μέλους διορίζει πέντε, τὸ πολύ, ἀντιπρσώπους, ἐκλεγομένους ἐν συνεννοήσει μετὰ τῆς Ἐθνικῆς Ἐτροπῆς, ἐὰν ὑπάρχῃ τοιαύτη ἢ μετὰ τῶν ἱδρυμάτων καὶ σωτείων ἐκπαιδευτικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ μορφωτικῶν.

Β'. Καθήκοντα.

2. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις καθορίζει τὸν προσανατολισμὸν κ τὴν γραμμὴν γενικῆς κατευθύνσεως τῆς Ὀργανώσεως καὶ ποφαίνεται ἐπὶ τῶν ὑπὸ τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου καταζομένων προγραμμάτων.

3. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις συγκαλεῖ, δεδομένης περιπτώσδιεθνεῖς διασκέψεις ἐπὶ τῆς ἐκπαιδεύσεως, τῶν ἐπιστημῶν τῆς ἀνθρωπότητος καὶ τῆς διαδόσεως τῆς παιδείας.

4. Ὅταν ἀποφαίνεται ὑπὲρ τῆς ἀποδοχῆς σχεδίων πρὸς ποβολὴν εἰς τὰ Κράτη - Μέλη, ἡ γενικὴ Διάσκεψις δέον κάμνῃ διάκρισιν μεταξὺ τῶν συστάσεων εἰς τὰ Κράτη - Μκαὶ τῶν διεθνῶν συμβάσεων πρὸς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν Κτῶν—Μελῶν. Εἰς τὴν πρώτην περίπτωσιν, ἡ ἁπλῆ πλνοψηφία εἶνε ἐπαρκής, ἐνῷ εἰς τὴν δευτέραν, ἡ πλειονοψτῶν δύο τρίτων ἀπαιτεῖται. Ἕκαστον τῶν Μελῶν—Κρατ ὑποβάλλει τὰς συστάσεις ἢ τὰς συμβάσεις εἰς τὰς ἁρμοδίας ἐθνικὰς ἀρχάς, ἐντὸς τῆς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους, ἀπὸ τ λήξεως τῆς συνόδου τῆς γενικῆς Διασκέψεως, κατὰ τὴν δκειαν τῆς ὁποίας ἔχουσι γίνει δεκταί.

5. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις ἐκφέρει γνώμην εἰς τὴν Ὀργσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἐπὶ τῶν ἀπόψεων, ἐκπαιδτικῶν, ἐπιστομονικῶν καὶ μορφωτικῶν τῶν ἐνδιαφερόντων Ἡνωμένα Ἔθνη ζητημάτων, ὑπὸ τὰς συνθήκας συμφώνως πρὸς τὴν ἐγκρινομένην ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρτῶν δύο Ὀργανώσεων διαδικασίαν.

6. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις λαμβάνει καὶ ἐξετάζει τὰς πὑποβαλλομένας περιοδικῶς ὑπὸ τῶν Μελῶν—Κρατῶν ἐσεις, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον VIII.

7. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις ἐκλέγει τὰ μέλη τοῦ Ἐκτελτικοῦ Συμβουλίου, καὶ διορίζει τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, τῇ στάσει τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

Γ'. Ψηφοφορία.

8. Ἕκαστον Κράτος—Μέλος ἔχει μίαν ψῆφον εἰς τὴν νικὴν Διάσκεψιν καὶ αἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται δι' ἁπλπλειονοψηφίας, ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων, διὰ τὰς ὁποαἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀπαιτοῦσι πλειονφίαν τῶν δύο τρίτων. Διὰ πλειονοψηφίας δέον νὰ ἐννοεῖται πλειονοψηφία τῶν παρόντων καὶ ψηφισάντων μελῶν.

Δ'. Διαδικασία.

9. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις συνέρχεται, ἕκαστον ἔτος, εἰς κτικὴν σύνοδον, δύναται δὲ νὰ συνέλθῃ εἰς ἔκτακτον σύνοδτῇ συγκλήσει τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου. Κατὰ τὴν δκειαν ἑκάστης συνόδου ἡ Διάσκεψις καθορίζει τὴν ἕδραν ἑπομένης συνόδου, ἡ ὁποία ἕδρα ἀλλάσσει κατ' ἔτος.

10. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις, εἰς ἑκάστην σύνοδον, ἐκλέγει Προέδρον αὐτῆς καὶ τὸ Γραφεῖον καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐσωτκὸν κανονισμόν.

11. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις διορίζει τάς τε εἰδικὰς καὶ γνικὰς ἐπιτροπὰς καὶ ἄλλους βοηθητικοὺς ὀργανισμούς, νάμενα νὰ εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῆς ἀποστκῆς αὐτῆς.

12. Μέτρα θέλουν ληφθῆ, ἵνα τὸ κοινὸν δύναται παοίστηται κατὰ τὰς διασκέψεις ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν τάξεων τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.

Β'. Παρατηρηταί.

13. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις, διὰ πλειονοψηφίας τῶν δύο τρίτων, τῇ συστάσει τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δύναται νὰ προσκαλέσῃ, ὡς παρατηρητάς, εἰς ὡρισμένας ὑπηρεσίας τῆς Διασκέψεως ἢ τῶν Ἐπιτροπῶν αὐτῆς, ἀντιπροσώπους διεθνῶν ὀργανώσεων, ἰδίως, ἐκείνων, αἵτινες ὑποδεικνύονται εἰς τὸ ἄρθρον XI, παράγραφον 4.

Ἄρθρον 5.

Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον.

Α'. Σύνθεσις.

1. Τὸ Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐκ δέκα ὀκτὼ μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς γενικῆς Διασκέψεως, μεταξὺ τῶν Μελῶν—Κρατῶν διοριζομένων ἀντιπροσώπων, ὡς καὶ τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως, ὅστις ἕδρεύει ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην, μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.

2. Κατὰ τὴν διεξαγωγὴν τῆς ἐκλογῆς τῶν μελῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, ἡ γενικὴ Διάσκεψις δέον νὰ καταβάλῃ προσπάθειαν, ὅπως ἀντιπροσωπευθῶσιν ἐν αὐτῷ ἁρμόδιαι προσωπικότητες, ἐν τῷ πεδίῳ τῶν τεχνῶν, τῶν γραμμάτων τῶν ἐπιστημῶν, τῆς ἐκπαιδεύσεως καὶ τῆς διαχύσεως τῆς σκέψεως καὶ ἔχουσαι τὴν πεῖραν καὶ τὴν ἀναγκαίαν ἁρμοδιότητα, πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν εἰς τὸ Συμβούλιον ἀνατιθεμένων διοικητικῶν αἱ ἐτελεστικῶν καθηκόντων, ὡσαύτως δέ, δέον νὰ λάβῃ ὑπ' ὄψει τὴν διαφορὰν τῶν μορφώσεων καὶ τὴν δικαίαν γεωγραφικὴν κατανομήν, μὴ δυναμένου, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, νὰ συνυπάρχωσιν ἐν τῷ ἐκτελεστικῷ Συμβουλίῳ πλείονα τοῦ ἑνὸς μέλους τοῦ αὐτοῦ Μέλους—Κράτους, μὴ ὑποφηφιζομένου τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως.

3. Τὰ ἐκλεγόμενα μέλη τοῦ ἐκτελεστικοῦ διατηροῦσι τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τρία ἔτη, δυνάμενα ἀμέσως νὰ ἐπανεκλεγῶσι διὰ μίαν δευτέραν ἐντολήν, χωρίς, ἐν τούτοις, νὰ δύνανται νὰ ἑδρεύωσι πλέον τῶν δύο συνεχῶν προθεσμιῶν. Κατὰ τὴν πρώτην ἐκλογήν, δέκα ὀκτὼ μέλη ἐκλέγονται, μεταξὺ τῶν ὁποίων ἓν τρίτον ἀποσύρεται, κατὰ τὴν λῆξιν τοῦ πρώτου ἔτους τῆς ἐντολῆς καὶ ἓν τρίτον κατὰ τὴν λῆξιν τοῦ δευτέρου, τῆς σειρᾶς ἐξόδου καθοριζομένης διὰ κλήρου, εὐθὺς ἀμέσως μετὰ τὴν ἐκλογήν, ἀκολούθως δέ, ἓξ μέλη ἐκλέγονται κατ' ἔτος.

4. Ἐν περιπτώσει θανάτου ἢ παραιτήσεως ἑνὸς τῶν μελῶν τὸ Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον ὑποδεικνύει μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ Ἐνδιαφερομένου Κράτους—Μέλους, ἀναπληρωτήν, ὅστις ἑδρεύει μέχρι τῆς προσεχοῦς συνόδου τῆς γενικῆς Διασκέψεως, ἡ ὁποία ἐκλέγει τὸ ὁριστικὸν μέλος διὰ τὸ ὑπόλοιπον χρονικὸν διάστημα τῆς τρεχούσης προθεσμίας.

Β. Καθήκοντα:

5. Τὸ ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον, λειτουργοῦν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς γενικῆς Διασκέψεως, ὑπέχει εὐθύνην ἐνώπιον ταύτης, ὡς πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἐγκεκριμένου προγράμματος καὶ καταρτίζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν συνεδριάσεων τῆς Διασκέψεως καὶ τὸ πρόγραμμα ἐργασίας τὸ ὁποῖον ὑποβάλλεται εἰς αὐτήν.

6. Τὸ ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον συνιστᾷ εἰς τὴν γενικὴν Διάσκεψιν τὴν ἔγκρισιν νέων μελῶν τῆς Ὀργανώσεως.

7. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἀποφάσεων τῆς γενικῆς Διασκέψεως, τὸ ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν τοῦ κανονισμὸν καὶ ἐκλέγει, μεταξὺ τῶν μελῶν αὐτοῦ τὸ Γραφεῖον του (Προεδρεῖον).

8. Τὸ ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον συνέρχεται εἰς τακτικὴν σύνοδον δὶς τοὐλάχιστον τοῦ ἔτους, δύναται δὲ νὰ συνέλθῃ εἰς ἔκτακτον σύνοδον, τῇ συγκλήσει τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ πρωτοβουλίᾳ τούτου, ἢ τῇ αἰτήσει ἓξ μελῶν τοῦ Συμβουλίου.

9. Ὁ Πρόεδρος τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου ὑποβάλλει εἰς τὴν γενικὴν Διάσκεψιν μετὰ ἢ ἄνευ ἐπεξηγήσεων (σχολίων), τὴν ἐτησίαν ἔκθεσιν τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς Ὀργανώσεως, ὑποβαλλομένην προηγουμένως εἰς τὸ Συμβούλιον.

10. Τὸ ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον λαμβάνει ὅλα τὰ ὠφέλιμα μέτρα, ὅπως συμβουλεύεται τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν διεθνῶν Ὀργανισμῶν ἢ τὰς ἰδιαζούσας προσωπικότητας, αἱ

11. Τὰ μέλη τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου ἀσκοῦσι τὰς ὑπὸ τῆς γενικῆς Διασκέψεως χορηγουμένας αὐτοῖς ἐντολὰς ἐν ὀνόματι τῆς Διασκέψεως ὁλοκλήρου καὶ οὐχί, ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 6.

Γραμματεία

1. Ἡ Γραμματεία ἀποτελεῖται ἐξ ἑνὸς Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ ἀνεγνωρισμένως ἀναγκαίου προσωπικοῦ.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς προτείνεται ὑπὸ τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου καὶ διορίζεται ὑπὸ τῆς γενικῆς Διασκέψεως, διὰ περίοδον ἓξ ἐτῶν, ὑπὸ ἐγκρινομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ὅρους, τοῦ διορισμοῦ αὐτοῦ ὑποκειμένου εἰς ἀνανέωσιν.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τυγχάνει ὁ ἀνώτατος λειτουργὸς τῆς Ὀργανώσεως.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἢ ἐν ἐλλείψει αὐτοῦ, ὁ ἀντικαταστάτης τὸν ὁποῖον θὰ ὑποδεικνύῃ, συμμετέχει, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς ὅλας τὰς συνελεύσεις τῆς γενικῆς Διασκέψεως, τοῦ ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Ὀργανώσεως, διατυπώνει τὰς προτάσεις, πρὸς λῆψιν τῶν μέτρων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως καὶ τοῦ Συμβουλίου.

4. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας, συμφώνως πρὸς τὸ περὶ τοῦ προσωπικοῦ καταστατικόν, τὸ ὁποῖον, δέον νὰ ὑποβληθῇ εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς γενικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν δὲ συνθυασμοῦ τῶν ὑψηλοτέρων ἰδιοτήτων ἀκεραιότητος, ἀποδόσεως καὶ τεχνικῆς ἁρμοδιότητος, τὸ προσωπικὸν ὀφείλει νὰ καταρτίζεται ἐπὶ εὐρυτέρας, κατὰ τὸ ἐνόν, **γεωγραφικῆς βάσεως.**

5. Αἱ εὐθύναι τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ ἔχουσι διεθνῆ ἀποκλειστικῶς χαρακτῆρα καὶ ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων των, δὲν θὰ ζητῶσιν, οὔτε θὰ λαμβάνωσι ὁδηγίας παρ' οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως, εἴτε ξένης πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν Ἀρχῆς, ἀποφεύγοντες πᾶσαν πρᾶξιν φύσεως διακυβεύσεως τῆς θέσεώς των, ὡς λειτουργῶν διεθνῶν.

Ἅπαντα τὰ Κράτη—Μέλη τῆς Ὀργανώσεως ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν καθηκόντων τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ καὶ νὰ μὴ ζητῶσι νὰ τοὺς ἐπηρεάζωσι ἐν τῇ ἐκπληρώσει τοῦ καθήκοντός των.

6. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἐμποδίσῃ τὴν Ὀργάνωσιν νὰ συνάπτῃ ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰδικὰ σύμφωνα, διὰ τὸν καταρτισμὸν κοινῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τὴν ἐπιλογὴν κοινοῦ προσωπικοῦ, ὡς καὶ διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν προσωπικοῦ.

Ἄρθρον 7.

Ἐθνικαὶ συμπράξεως Ἐπιτροπαί.

1. Ἕκαστον Κράτος—Μέλος δέον νὰ προβαίνῃ εἰς τὰς καταλλήλους καὶ ἀνταποκρινομένας εἰς τὴν θέσιν του διατάξεις, πρὸς ἐπίτευξιν τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰ ἔργα τῆς Ὀργανώσεως τῶν κυριωτέρων ἐθνικῶν ὁμίλων, οἱ ὁποῖοι ἐνδιαφέρονται διὰ τὰ προβλήματα ἐκπαιδεύσεως, ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης καὶ μορφώσεως, κατὰ προτίμησιν διὰ καταρτισμοῦ ἐθνικῆς Ἐπιτροπῆς, ἐν τῇ ὁποίᾳ νὰ ἀντιπροσωπεύωνται ἡ Κυβέρνησις καὶ οἱ διάφοροι ὅμιλοι.

2. Εἰς τὰς χώρας, ἔνθα ὑφίστανται τοιαῦται, αἱ ἐθνικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἢ οἱ ἐθνικοὶ ὀργανισμοὶ συμπράξεως ἐκπληροῦσι συμβουλευτικὴν ἀποστολὴν (ρόλον) παρὰ τῇ ἐθνικῇ Ἀντιπροσωπείᾳ εἰς τὴν γενικὴν Διάσκεψιν καὶ παρὰ τῇ Κυβερνήσει αὐτῶν, δι' ὅλα τὰ σχετιζόμενα πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν προβλήματα, ἐκπληροῦσαι ἢ ἐκπληροῦντες τὴν ἀποστολὴν (ρόλον) ὀργάνου συνδέσμου, διὰ πάντα τὰ ἐνδιαφέροντα τὴν Ὀργάνωσιν ζητήματα.

3. Τῇ αἰτήσει Κράτους—Μέλους, ἡ Ὀργάνωσις δύναται νὰ ἀποστείλῃ, προσωρινῶς ἢ μονίμως, παρὰ τῇ ἐθνικῇ Ἐπιτροπῇ τοῦ Κράτους τούτου, μέλος τῆς Γραμματείας της, πρὸς συνεργασίαν εἰς τὰ ἔργα τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης.

Ἄρθρον 8.

Ὑποβολὴ ἐκθέσεων ὑπὸ τῶν Κρατῶν—Μελῶν.

Ἕκαστον Κράτος—Μέλος ἀπευθύνει εἰς τὴν Ὀργάνωσιν ἔκθεσιν περιοδικήν, ὑπὸ τὸν τύπον, τὸν ὁποῖον ἡ γενικὴ Διάσκεψις καθορίζει, ἀναφερομένην πρὸς τοὺς νόμους, κανονι-

σμούς καὶ στατιστικάς, ἐν σχέσει πρὸς τὰ καθιδρύματα καὶ τὴν ἀρᾶσιν αὐτοῦ ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ἐκπαιδεύσεως, τῆς Ἐπιστήμης καὶ τῆς μορφώσεως, ὡς καὶ ἐπὶ τῶν διδομένων κατευθύνσεων καὶ ἀποτελεσμάτων εἰς τὰς συστάσεις καὶ συμβάσεις, τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 4, παράγραφον 4.

Ἄρθρον 9.

Προϋπολογισμός.

1. Ὁ προϋπολογισμὸς ἀσκεῖται ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως.

2. Ἡ γενικὴ Συνέλευσις ἐγκρίνει ἀριστικῶς τὸν προϋπολογισμὸν καὶ ὁρίζει τὴν οἰκονομικὴν συμμετοχὴν ἑκάστου τῶν Κρατῶν—Μελῶν, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων, αἵτινες δύνανται νὰ προβλεφθῶσιν, ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ὑπὸ τῆς μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συναφθείσης συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 10 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δύναται, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, νὰ ἀποδέχεται, κατ' εὐθεῖαν, πᾶσαν δωρεάν, κληροδότημα καὶ ἐπιχορήγησιν, προερχομένας ἐκ Κυβερνήσεων, δημοσίων ἢ ἰδιωτικῶν ἱδρυμάτων, συνεταιρισμῶν καὶ ἐκ μέρους ἰδιωτῶν.

Ἄρθρον 10.

Σχέσεις μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἡ Ὀργάνωσις θὰ προσαρτηθῇ, ἅμα ὡς καταστῇ δυνατόν, εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀποτελοῦσα οὕτω μίαν τῶν εἰδικῶν, προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 57 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἐθνῶν, καθιδρύσεων. Αἱ σχέσεις αὗται θὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον συμφώνου μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 63 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου καὶ τὸ ὁποῖον σύμφωνον θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἔγκρισιν, εἰς τὴν γενικὴν Διάσκεψιν τῆς παρούσης Ὀργανώσεως, ὀφεῖλον νὰ προσπορίσῃ τὰ μέσα καταρτισμοῦ συμπράξεως πραγματικῆς μεταξὺ τῶν δύο ὀργανώσεων, ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν κοινῶν αὐτῶν σκοπῶν, ταὐτοχρόνως δὲ, καθιεροῦν τὴν αὐτονομίαν τῆς Ὀργανώσεως, ἐν τῷ πεδίῳ τῆς ἰδιαιτέρας αὐτῆς ἁρμοδιότητος, οἵα αὕτη ἔχει καθορισθῇ ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει. Τὸ σύμφωνον τοῦτο θὰ δύναται ἰδίως νὰ περιέχῃ πᾶσαν διάταξιν ἀφορῶσαν τὴν ἔγκρισιν τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ τὴν χρηματοδότησιν τῆς Ὀργανώσεως ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 11.

Σχέσεις μετ' ἄλλων ὀργανώσεων καὶ διεθνῶν εἰδικῶν καθιδρυμάτων.

1. Ἡ Ὀργάνωσις δύναται νὰ συνεργάζεται μετ' ἄλλων Ὀργανώσεων καὶ εἰδικῶν διακυβερνητικῶν ἱδρυμάτων, τῶν ὁποίων τὸ ἔργον καὶ ἡ δρᾶσις τυγχάνουν ἐν ἁρμονίᾳ πρὸς τὸ ἴδιον αὐτῆς ἔργον καὶ δρᾶσιν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δύναται, ὑπὸ τὴν ὑψηλὴν αἰγίδα τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου καὶ δικαιοδοσίαν, νὰ δημιουργήσῃ πραγματικὰς σχέσεις μετὰ τῶν ὀργανώσεων καὶ ἱδρυμάτων τούτων καὶ καταρτίσῃ μικτὰς ἐπιτροπάς, κρινομένας ἀναγκαίας, πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς συμπράξεως, τῶν συμφώνων τούτων, οὕτω συναφθέντων, μετὰ τῶν εἰδικῶν τούτων ὀργανώσεων καὶ ἱδρυμάτων, ὑποκειμένων δὲ εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

2. Ὁσάκις ἡ γενικὴ Διάσκεψις καὶ αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ πάσης ἄλλης Ὀργανώσεως ἢ διακυβερνητικοῦ εἰδικευμένου ἱδρύματος, ἐπιδιωκόντων ἀναλόγους ἀντικειμενικοὺς σκοπούς, ἤθελον κρίνει εὔλογον καὶ εὐκταῖον, νὰ μεταβιβασθῶσιν εἰς τὴν ὀργάνωσιν οἱ πόροι καὶ ὑπηρεσίαι τῆς ἐν λόγῳ ὀργανώσεως ἢ καθιδρύματος, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δύναται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἐγκρίσεως νὰ συνάψῃ πρὸ κοινὴν ἱκανοποίησιν τῶν δύο μερῶν, τὰ ἀναγκαῖα σύμφωνα.

3. Ἡ Ὀργάνωσις δύναται, ἀπὸ κοινοῦ μετ' ἄλλων διακυβερνητικῶν ὀργανώσεων, νὰ λάβῃ τὰς ἐνδεικνυομένας διατάξεις, διὰ τὴν ἐξασφάλισιν ἀντιπροσωπεύσεως εἰς τὰς οἰκείας αὐτῶν συνελεύσεις.

4. Ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, δύναται νὰ λάβῃ ὅλας τὰς ὠφελίμους διατάξεις, διὰ νὰ διευκολύνῃ τὰ συνδιασκέψεις καὶ ἐξασφαλίζῃ τὴν συνεργασίαν, μετὰ τῶν διεθνῶν ἰδιωτικῶν Ὀργανώσεων, αἱ ὁποῖαι ἀσχολοῦνται μὲ ὑποθέματα εἰς τὴν ἁρμοδιότητά της, προσκαλοῦσα αὐτάς, ὅπως ἀναλάβωσι καὶ διεξαγάγωσιν ὡρισμένας ὑπηρεσίας ἀναγομένας εἰς τὴν ἁρμοδιότητά των, τῆς συνεργασίας ταύτης δυναμένης ἐπίσης νὰ λάβῃ τὸν τύπον ἀντιστοίχου συμμετοχῆς ἀντιπροσώπων τῶν ἐν λόγῳ ὀργανώσεων εἰς τὰ ἔργα τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς γενικῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 12.

Νομικὸν τῆς Ὀργανώσεως Καταστατικόν.

1. Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 104 καὶ 105 τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, σχετικὰ πρὸς τὸ νομικὸν τῆς Ὀργανώσεως ταύτης καταστατικόν, ὡς πρὸς τὰ προνόμια καὶ ἀσυδοσίας, ἐφαρμόζονται ἐξ ἴσου εἰς τὴν παροῦσαν ὀργάνωσιν.

Ἄρθρον 13.

Τροπολογίαι.

1. Τὰ σχέδια τροπολογιῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν λαμβάνουσιν ἰσχὺν μετὰ τὴν ἔγκρισίν των ὑπὸ τῆς γενικῆς Διασκέψεως διὰ πλειονοψηφίας τῶν δύο τρίτων ἐν τούτοις, αἱ θίγουσαι θεμελιώδεις τροποποιήσεις τῶν σκοπῶν τῆς Ὀργανώσεως, ἢ νέας ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν—Μελῶν τροπολογίαι, δέον νὰ γίνωσιν ἀκολούθως δεκταὶ ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Κρατῶν—Μελῶν, πρὶν ἢ ἀποκτήσωσιν ἰσχύν. Τὸ κείμενον τῶν τροπολογικῶν σχεδίων κοινοποιεῖται εἰς τὰ Κράτη—Μέλη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ὑποβολῆς αὐτῶν πρὸς ἐξέτασιν ὑπὸ τῆς γενικῆς Διασκέψεως.

2. Ἡ γενικὴ Διάσκεψις δύναται, διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων, νὰ καταρτίσῃ κανονισμόν, διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 14.

Ἑρμηνεία.

1. Τὰ εἰς ἀγγλικὴν καὶ γαλλικὴν κείμενα τῆς παρούσης Συμβάσεως τυγχάνουσιν ἐξ ἴσου ἔγκυρα.

2. Πᾶν ζήτημα καὶ πᾶσα διαφορά, σχετικῶς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑποβάλλονται πρὸς ἐπίλυσιν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον τῆς Δικαιοσύνης ἢ εἰς διαιτητικὸν δικαστήριον, κατὰ τὴν ἀπόφασιν τῆς γενικῆς Διασκέψεως, συμφώνως πρὸς τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς κανονισμόν.

Ἄρθρον 15.

Ἔναρξις ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑποβληθήσεται πρὸς ἔγκρισιν, τὰ δὲ ἔγγραφα τῆς ἐγκρίσεως κατατεθήσονται παρὰ τῇ Κυβερνήσει τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις κατατεθήσεται εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, ἔνθα ἐκτεθήσεται πρὸς ὑπογραφήν, τῶν ὑπογραφῶν δυναμένων νὰ τεθῶσι, πρὸ ἢ μετὰ τὴν κατάθεσιν τῶν ἐγγράφων τῆς ἐγκρίσεως. Ἡ ἔγκρισις δὲν εἶνε ἔγκυρος, εἰμή, ἐὰν προηγεῖται ἢ ἕπεται ὑπογραφῆς.

3. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἐγκρίσεως αὐτῆς ὑπὸ εἴκοσιν ἐκ τῶν μελῶν, τῶν περαιτέρω ἐγκρίσεων ἰσχυουσῶν ἀμέσως.

4. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου θὰ ἀνακοινώσῃ εἰς ὅλα τὰ Μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὴν λῆψιν ὅλων τῶν ἐγγράφων ἐγκρίσεως καὶ τὴν ἡμερομηνίαν, κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ Σύμβασις θὰ εἰσέλθῃ εἰς ἰσχύν, συμφώνως πρὸς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἄνω οἱ ὑποφαινόμενοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν γλῶσσαν, αἵτινες ἀμφότεραι τυγχάνουσιν ἐξ ἴσου ἔγκυροι.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ, τὴν δεκάτην ἕκτην Νοεμβρίου 1945, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, εἰς τὰς γλώσσας, Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικήν, ἀντίγραφα τοῦ ὁποίου, δεόντως ἐπικυρωμένα, ἐπιδοθήσονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου εἰς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Κρατῶν—Μελῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ